



**Déclaration liminaire
FSU / CGT Educ'action
CTA du 2 novembre 2020
Académie de Poitiers**

Madame la Rectrice,

Mesdames et Messieurs les membres du CTA

Les mots nous manquent pour dire ce que nous ressentons aujourd'hui. Et pourtant nous ne pouvons nous résoudre au silence auquel le ministre voudrait nous tenir, chaque fois qu'il piétine le dialogue social, chaque fois qu'il bafoue les canaux institutionnels de communication pour préférer les médias nationaux.

Samedi encore, lorsqu'il s'adresse à nous par une vidéo qui en appelle à l'unité et qu'il nous explique sous forme de morale l'intérêt à adopter une attitude positive face aux élèves, tout ceci est insupportable !

Si unité il y a, aujourd'hui, c'est bien contre le ministre.

Insupportable parce que le ministre qui devrait veiller à la sécurité de ses personnels, le ministre qui représente l'Ecole et ses valeurs, recule aujourd'hui à rendre sincèrement hommage à Samuel Paty, notre collègue sauvagement assassiné, décapité le 16 octobre dernier, il y a donc à peine quinze jours.

Par-delà la cacophonie, le mépris pour toutes celles et ceux qui ont participé aux concertations organisées au sujet de l'hommage, c'est l'indignité de la décision qui frappe toute la profession : quelles raisons impérieuses pourraient empêcher notre École, le temps d'une demie journée, d'honorer comme il se doit la mémoire d'un professeur mort d'avoir enseigné ?

Si les raisons sécuritaires peuvent être comprises, cela n'aurait-il pas été plus logique de décaler la rentrée d'un jour ?

Vraisemblablement, cette solution aurait permis de gérer l'impératif de sécurité publique, de prendre en compte les besoins de temps des équipes pour gérer l'accueil des élèves, sans mais également de ne pas désorganiser les transports scolaires et les moyens des collectivités territoriales.

Aujourd'hui, madame la Rectrice, des collègues ont exercé leur droit de grève pour dire leur refus de reprendre le fil de l'enseignement comme si rien ne s'était passé.

Insupportable, parce que le ministre qui devrait veiller à la santé des personnels, des élèves et de leur famille brandit un protocole sanitaire fait de « si cela est possible » qui ouvre le règne du « grand n'importe quoi ». Le nouveau protocole est une illusion de protection renforcée.

Il sera inefficace à endiguer la contamination à l'Ecole, plus virulente qu'on voudrait nous le faire croire. Il est irréaliste pour qui connaît la situation de nos écoles et de nos établissements, des internats, service de demi-pension, pour qui mesure le brassage inédit auquel la réforme du lycée nous condamne, pour qui mesure la tâche des personnels d'entretien et de service.

Demain des collègues exerceront leur droit de retrait, saisiront les CHSCT, seront en grève pour dénoncer ces conditions délétères de travail. Et pourtant nous sommes nombreuses et nombreux à être convaincu-es de la nécessité du présentiel ; mais pour que cela dure, il aurait fallu entendre plus tôt nos demandes. Impréparation, surdité, incurie : tout ce que cumule ce pouvoir en place.

Le ministre Blanquer ose parler d'une « Ecole de la confiance » lui qui ne connaît que la défiance, le mépris, à peine dissimulé sous les artifices de la communication, envers les personnels de l'éducation. Même un « Grenelle de l'éducation » ne suffira pas à nous redonner la confiance dans son action. Ce ministre s'est définitivement discrédité ces dernières heures.

La FSU et la CGT Educ'Action, soucieuses d'émancipation pour les jeunes, exigent une refonte des programmes, des horaires qui autorisent le plein exercice de l'esprit critique. C'est sur le long terme, avec des moyens à la hauteur des ambitions et avec la confiance retrouvée dans les professionnels que nous sommes, que l'Ecole permettra à chacune et chacun d'oser penser et de s'écarter ainsi des tentations obscurantistes.

Dans l'immédiat, au regard du contexte sanitaire, il est urgent de revoir l'organisation des enseignements, revoir les calendriers d'examen, prévoir des demi-groupes, sans alourdir pour autant la tâche des personnels.

A moyen terme, il faut recruter des personnels de vie scolaire, des AESH, des personnels de santé et sociaux, des enseignants, des Psychologues, des personnels administratifs, d'entretien, de service pour garantir la sécurité de toutes et tous. Il faut réinvestir significativement et durablement dans l'Ecole, pour tous les niveaux, sur tous les territoires. Le service public- d'éducation, le service public en général- est bien le socle de notre République.

Aussi, c'est un changement de cap radical qu'il faut observer en matière de politique éducative. Nous ne reprendrons pas ici chaque point à l'ordre du jour, nous ne reformulerons pas chacune de nos revendications.

Permettez-nous toutefois de faire observer que le budget annoncé pour la rentrée 2021, qui prévoit encore des suppressions de postes dans le second degré, n'augure rien de bon.